Le Conseil,

Vu le rapport du 6 mai 1998, par lequel monsieur le président :

A - Expose ce qui suit :

Par délibération en date du 31 mars 1994, le conseil de communauté a approuvé le dossier d'élaboration du plan d'occupation des sols de la communauté urbaine de Lyon, secteur nord.

Ce dossier a fait l'objet de plusieurs procédures de modification qui ont été approuvées par délibérations en date des :

- 20 février 1995 pour le territoire de la commune de Caluire et Cuire,
- 20 avril 1998 pour le territoire de la commune de Sathonay Village.

Il a fait également l'objet de deux mises à jour par arrêtés en date des 1er avril 1996 et 26 mai 1997.

Par délibération en date du 22 janvier 1996, le conseil de communauté a prescrit une révision générale communautaire, secteurs "est", nord, nord-ouest, sud-ouest et centre (Lyon et Villeurbanne).

Cette procédure a fait l'objet des arrêtés de mise en oeuvre en date des 10 juin et 22 juillet 1996 et 8 avril 1997.

L'ouverture à l'urbanisation des zones classées NA au plan d'occupation des sols est soumise à la concertation préalable telle que définie dans l'article L 300-2 du code de l'urbanisme.

En conséquence, la Communauté urbaine doit fixer les objectifs et les modalités de la concertation préalable à l'ouverture à l'urbanisation de la zone NA des bords de Saône à Rochetaillée sur Saône dont le périmètre est indiqué sur le plan annexé, la commune de Rochetaillée sur Saône ayant donné son accord sur celle-ci.

La zone NA des bords de Saône à Rochetaillée sur Saône est déjà bâtie en partie. De par sa situation, elle a une vocation d'accueil d'activités liées aux loisirs fluviaux et à la détente qui est aujourd'hui confirmée.

La mise en oeuvre de cette procédure se déroulera selon les modalités suivantes :

- les documents mis à la disposition du public en mairie de Rochetaillée sur Saône et au siège de la communauté urbaine de Lyon seront les suivants :

- . extraits de l'étude de cadrage et objectifs pour le bord de Saône de Rochetaillée sur Saône,
 - . cahier de concertation permettant de recueillir les avis et suggestions que toute personne physique ou morale souhaiterait formuler,
 - . tout document qui pourrait, en cours de concertation, se révéler utile à l'information du public,
- elle s'ouvrira le lundi 15 juin 1998 et sera close le vendredi 11 septembre 1998,
- il sera rendu compte du bilan de la concertation au conseil de la communauté urbaine de Lyon ;

B - Propose, conformément à l'article L 300-2 du code de l'urbanisme, de décider que la procédure de concertation préalable soit engagée pour les objectifs et selon les modalités définies par la présente délibération pour la zone NA des bords de Saône sur le territoire de la commune de Rochetaillée sur Saône ;

C - Précise que la délibération sera transmise à monsieur le préfet du département du Rhône et de la région Rhône-Alpes, affichée pendant un mois au siège de la communauté urbaine de Lyon ainsi qu'à la mairie de Rochetaillée sur Saône et mentionnée dans deux journaux diffusés dans le département ;

Vu le présent dossier ;

Vu les délibérations du précédent conseil en date des 31 mars 1994 et 20 février 1995 ;

Vu ses délibérations en date des 22 janvier 1996 et 20 avril 1998 ;

Vu les arrêtés de monsieur le président en date des 1er avril 1996 et 26 mai 1997 ;

Vu les arrêtés de mise en oeuvre en date des 10 juin et 22 juillet 1996 et 8 avril 1997 ;

Vu l'article L 300-2 du code de l'urbanisme ;

Oùï l'avis de sa commission urbanisme, habitat et développement social ;

DELIBERE

Décide, conformément à l'article L 300-2 du code de l'urbanisme, que la procédure de concertation préalable soit engagée pour les objectifs et selon les modalités définies par la présente délibération pour la zone NA des bords de Saône sur le territoire de la commune de Rochetaillée sur Saône.

La délibération sera :

- transmise à monsieur le préfet du département du Rhône et de la région Rhône-Alpes,
- affichée pendant un mois au siège de la communauté urbaine de Lyon ainsi qu'à la mairie de Rochetaillée sur Saône,
- mentionnée dans deux journaux diffusés dans le département.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,